

MAUVAISES IMPRESSIONS

De l'argent public pour sauver la presse ?



Baisses des tirages, passage difficile aux nouveaux supports, gâteau publicitaire de plus en plus convoité... la presse a mauvaise mine. La financer par de l'argent public est-elle la solution pour la sortir de la crise ? Ce qui arrive au groupe *L'Avenir* pourrait le laisser penser. Peut-être...

Des journaux totalement financés par l'État ? Pour l'instant, en Belgique, il n'en existe qu'un. Il n'est édité que sur Internet et on ne peut pas dire que tout le monde se l'arrache : c'est *Le Moniteur belge*, le journal officiel. Mais cela pourrait bientôt changer. Début septembre, l'annonce du rachat controversé du groupe de presse régional namurois *L'Avenir* par l'intercommunale Tecteo a, de ce point de vue, constitué une sorte de test grandeur nature, qui prévoit déjà de faire des émules.

La reprise d'un groupe de presse par une autre entreprise, en général liée au secteur des médias, n'est pas chose extraordinaire. Comme toutes les sociétés commerciales, la propriété d'un groupe de presse peut changer de mains au cours du temps suite à une vente, une fusion ou une absorption de l'entreprise par un autre acteur économique. Cette mécanique est même une des bases du fonctionnement de l'économie capitaliste et des processus de concentration qui y sont intimement associés. À moins de changer de système, c'est dans la logique des choses.

INTÉRÊT COMMUNAL

Par contre, si cette reprise est accomplie par une association de plusieurs communes « *qui décident de gérer ensemble une matière d'intérêt communal* », selon les termes utilisés par la Région wallonne pour définir ce qu'est une intercommunale pure, la chose devient beaucoup plus originale. Et, en l'espèce, elle constitue même une première du genre.

On peut en effet s'interroger sur l'intérêt que peuvent avoir des communes à s'unir pour devenir actionnaires d'un groupe de presse. S'agit-il d'exploiter ensemble une matière d'intérêt communal ? L'intercommunale fera-t-elle fructifier ses avoirs « en bon père de famille » si elle les investit dans une entreprise de cette nature ?

Ces questions ont été longuement évoquées lors de l'annonce du rachat. Mais derrière elles se cache une interrogation plus profonde : celle de savoir si, pour une intercommunale, s'intéresser au monde de la presse ne relève pas d'une de ses missions sous-jacentes, rarement exprimée, mais presque existentielle. Que cela concerne l'intérêt des communes ou non, que cela soit ou non un bon placement, un acteur public ne se doit-il pas « moralement » d'intervenir s'il le peut pour soutenir le monde des médias, et en particulier une presse écrite à l'heure actuelle en difficultés ?

FIN D'UN MONDE

Économiquement parlant, radios et télévisions se portent plutôt bien. L'argent de la publicité aidant, le secteur continue à se développer malgré la crise. Internet de son côté se développe financièrement de jour en jour, même si sa croissance, notamment en Belgique, est moins forte qu'ailleurs dans le monde. La presse, elle, est à la traîne. Et ne rate pas une occasion pour le dire... même si ces plaintes sont à relativiser. À l'heure actuelle, plus aucun groupe médias n'est en effet seulement constitué d'un ou deux titres de presse. L'économie de l'entreprise doit donc être évaluée à travers l'ensemble de ses activités, et pas seulement en isolant le journal dont les ventes diminuent au fil des années. Cependant cette baisse reste incontestable. La faute à Internet ? Sans doute en partie. Mais la faute aussi aux médias eux-mêmes, qui ont, à une époque, choisi d'entrer de plain-pied dans la mode du « tout gratuit » sur la toile. Tant et si bien que les lecteurs des journaux trouvaient, plus rapidement et sans déboursier un

euro, ce qu'on leur demandait par ailleurs de payer pour obtenir, défraîchi, sur un support papier. Cherchez l'erreur... Un beau paradoxe dont les entreprises de presse ne se sont pas encore remises.

SAUVER DES EAUX

Quoiqu'il en soit, les titres de presse éprouvent des difficultés à boucler leur budget en ne comptant que sur les rentrées provenant des ventes et de la publicité. Si un journal était un produit commercial comme un autre, qui s'en soucierait ? Depuis que le monde existe, des biens économiques disparaissent chaque année parce qu'ils ne trouvent plus acheteur. Mais voilà : la presse n'est pas un bien « traditionnel ». S'il possède une facette commerciale, le journal est aussi, sinon d'abord, un bien culturel. Il se distingue par son contenu, par le regard qu'il porte sur le monde et les opinions qu'il véhicule. Dans une société démocratique, même s'il éprouve des difficultés à équilibrer ses recettes par ses ventes, ce bien-là ne peut simplement pas être laissé aux lois du marché. Les enjeux liés au bon fonctionnement de la démocratie sont trop importants pour qu'ils ne trouvent pas d'écho dans des moyens de communication. Au nom des bases sur lesquelles reposent les sociétés, il est donc presque obligatoire que l'État se mêle de l'économie de la presse, en cherchant à récupérer les dysfonctionnements du marché.

AIDE-TOI...

Tout ceci n'est pas neuf : c'est sur cette base que, depuis des dizaines d'années, les États ont instauré des aides à la presse, qui étaient dans un premier temps destinées à soutenir les journaux d'opinion. Ceux qui, les premiers, avaient eu peine à fonctionner selon les lois du marché, mais assuraient la présence du pluralisme d'idées sur lequel repose le débat politique. Par la suite, cette aide à l'expression d'opinion a été, en Belgique francophone, étendue à toute la presse et aux périodiques d'opinion, sous des conditions bien strictes, mais laissées à l'appréciation du Ministre de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est de cette aide que *L'appel* a pu bénéficier. Non contente de l'apport de l'État, la presse quotidienne a ensuite lancé divers SOS, qui ont notamment abouti à l'organisation des États Généraux des Médias, dont on attend toujours les conclusions.

L'ÉTAT, C'EST MOI

Mais insuffler de petites sommes d'argent dans des entreprises en difficulté suffit-il à les relancer ? À une époque, les pouvoirs publics ont été plus loin pour d'autres secteurs industriels, en en devenant directement propriétaires. Se souvient-on que, dans les années 90, la Région Wallonne contrôlait le capital de Cockerill-Sambre et sait-on assez qu'elle est toujours l'actionnaire de la FN de Hers-tal ? Peut-on imaginer le même processus pour ces entreprises sensibles, car porteuses de contenus, d'idées et d'idéologies, que sont les journaux ? À l'étranger, et notamment en Afrique, les exemples de « journaux d'État » n'ont pas toujours été concluants, car ils se sont souvent confondus avec « organes de propagande du pouvoir ». En Tunisie, la lutte des journalistes du quotidien *Le Temps* pour conserver leur indépendance après que le capital de leur entreprise a été confisqué par le gouvernement islamiste démontre que la lutte pour la liberté de la presse peut être plus dure pour un journal « public » que pour un quotidien privé. Mais, par ailleurs, l'existence des entreprises audiovisuelles publiques comme la RTBF démontre qu'on peut être en partie financé par l'État et tout de même conserver une *relative* indépendance éditoriale.

CE N'EST QU'UN DÉBUT...

La formule du rachat du capital d'un groupe de presse non directement par l'État mais par une intercommunale, et plus précisément par une société anonyme dépendant à 100% d'une intercommunale, est une nouvelle variante du financement public du secteur de la presse. Elle annonce l'éventualité d'une propriété publique d'une part du monde des médias d'informations. L'État maintient ainsi des lieux de débats et d'information qui peuvent par ailleurs lui être utiles, et dit garantir la pluralité dans un univers médiatique où le nombre de partenaires différents se réduit comme peau de chagrin. Dans les autres cas mentionnés ici, tout le combat a tourné autour de la mise au point de garanties assurant l'autonomie, la qualité et l'indépendance de ces médias dont l'État est actionnaire ou qu'il finance. La même lutte devra sans doute aussi être menée dans les nouvelles configurations qui s'annoncent...